



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL



PROjet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'Identité Malagasy

Crédit 6780 - MG

APPEL A CANDIDATURE N° 064/24/PRODIGY/AMI

ANALYSTE EN REPONSE AUX INCIDENTS DE SECURITE

N° de référence : MG-PRODIGY-454248-CS-INDV

1- Le Gouvernement de Madagascar a reçu un financement de la Banque mondiale pour couvrir le coût du PROjet de Gouvernance Digitale et de Gestion de l'Identité Malagasy (PRODIGY) et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

2- Les services de consultant (« les Services ») comprennent la mission de gérer les différents incidents de sécurité, d'isoler les menaces, les attaques, les intrusions et de coordonner les actions correctrices en collaboration avec les équipes techniques. La durée du mandat du Consultant est prévue jusqu'au 30 juin 2026.

3- Les Termes de Référence (TDR) sont disponibles sur le site internet suivant : <https://digital.gov.mg/tdr-ami-64/>

4- L'Unité de Coordination des Projets (UCP) invite dès à présent les consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection sont les suivants :

Qualification :

- ✓ Un diplôme de licence en informatique, cybersécurité ou domaine connexe ;
- ✓ Trois (03) ans d'expérience cumulée dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information
- ✓ Une expérience réussie dans la réponse aux incidents de sécurité ou rôles similaires ;
- ✓ Une expérience réussie sur des méthodologies de réponse aux incidents et des techniques de détection ;
- ✓ Une expérience réussie sur l'analyse de logiciels malveillants et en forensique numérique ;
- ✓ Une expérience réussie dans les domaines des réseaux et des protocoles de communication ;
- ✓ Aptitude à prendre des décisions rapides et éclairées pendant des situations critiques ;
- ✓ Capacité à travailler sous pression et à gérer plusieurs incidents simultanément.;

5- L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, Septembre 2023, 5^{ème} Edition, qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, veuillez-vous reporter aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission :

« Le Consultant qui a une relation professionnelle ou familiale étroite avec tout cadre de l'Emprunteur, de l'organisme d'exécution du projet, d'un bénéficiaire d'une fraction du financement de la Banque ou de toute autre partie représentant l'Emprunteur ou agissant en son nom qui participe directement ou indirectement à tout segment : (i) de la préparation des Termes de référence de la mission ; (ii) du processus de sélection pour le contrat ; ou (iii) de la supervision du contrat, ne peut être attributaire d'un contrat, sauf si le conflit résultant de ladite relation a été réglé d'une manière que la Banque juge satisfaisante tout au long du processus de sélection et de l'exécution du contrat ».

6- Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, de 9 heures à 17 heures.

7- Les dossiers de manifestations d'intérêt contenant (i) une lettre de motivation rédigée en français, (ii) un CV (modèle Banque mondiale) et (iii) les copies des diplômes, doivent être fournies à l'adresse ci-dessous par courriel au plus tard le **13 décembre 2024**.

Adresse : Bâtiment D1 sis à l'Explorer Business Park, Ankorondrano, Antananarivo 101

Courriel : procurement@prodigy.gov.mg et coordonnateur@prodigy.gov.mg

Et portant la mention « AMI N° 064/24 PRODIGY – ANALYSTE IS »

Antananarivo, le 26 novembre 2024

Le Coordonnateur du PRODIGY



Il est à noter que le projet PRODIGY s'engage activement dans la prévention de la Violence Basée sur le Genre notamment les divers abus, les harcèlements, l'exploitation sexuelle, la maltraitance et accorde une attention particulière à l'égalité des chances d'accès à l'emploi.